

NOUVELLE REVUE
THÉOLOGIQUE

112 N° 4 1990

Nouveaux pouvoirs de l'homme et institution
politique

Michel SCHOOYANS

p. 516 - 534

<https://www.nrt.be/fr/articles/nouveaux-pouvoirs-de-l-homme-et-institution-politique-401>

Tous droits réservés. © Nouvelle revue théologique 2024

Nouveaux pouvoirs de l'homme et institution politique

L'objet de la réflexion qui va suivre est d'aborder les aspects politiques des problèmes bioéthiques. Il est utile de signaler d'entrée de jeu que le problème qui retient notre attention ne ressortit pas uniquement à la morale personnelle ou interpersonnelle. Il n'émerge pas au seul domaine de la morale familiale ou sexuelle: il relève *aussi* de la morale sociale. Entre ces deux types d'approche, il y a naturellement complémentarité. Les bases posées par la morale familiale et sexuelle sont absolument indispensables; nous ne les réexposerons cependant pas. Notre souci est de sensibiliser au versant *politique* d'un dossier que l'on désigne habituellement sous l'étiquette de bioéthique.

I. - Introduction

Commençons par un détour qui, de prime abord, pourra paraître un peu long. Il convient en effet de montrer *comment* et *pourquoi* certaines disciplines scientifiques peuvent être utilisées par des hommes politiques. Plus précisément, demandons-nous comment l'*impérialisme* contemporain fait appel à des méthodes de domination recourant à toutes les ressources de l'économie, mais n'hésitant pas non plus à en appeler à celles qu'offrent diverses autres disciplines scientifiques. Dans la foulée, nous verrons comment se pose aujourd'hui le problème du *totalitarisme* dans la perspective politique contemporaine. Cette introduction sera le portique préalable à l'analyse des problèmes moraux que pose l'utilisation des techniques biomédicales au service du pouvoir.

1. *Disciplines scientifiques et pouvoir politique*

L'exploitation de disciplines scientifiques par les détenteurs du pouvoir politique a, depuis longtemps, suscité la réflexion critique. Dès l'Antiquité, la *philosophie* se révèle, par exemple chez Platon, beaucoup moins innocente qu'elle prétend généralement l'être. Sans doute la philosophie thématise-t-elle l'expérience politique; mais le

philosophe est beaucoup moins « hors-jeu » qu'il ne l'affirme. Sans remonter à Platon, rappelons que la brochure signée par Mussolini et intitulée *Le Fascisme* est selon toute vraisemblance due, au moins en partie, au célèbre philosophe italien Gentile. Évoquons aussi, pour mémoire, le flirt entre Heidegger et le nazisme, Lukacs et le stalinisme, ainsi que certains silences de Sartre...

Le problème de l'*histoire* est semblable. Cette discipline est souvent utilisée, elle aussi, comme une arme de combat. Quand une nation cherche à « fonder » son messianisme, elle mobilise des historiens pour procéder à une lecture particulière de sa propre histoire. Ainsi, argumente-t-on, puisque dans notre passé nous avons exercé telle ou telle mission, il va de soi que, pour être fidèles à notre identité, nous devons continuer à faire honneur à la mission dont nous sommes les héritiers. Mussolini s'est présenté comme l'héritier « naturel » du projet impérial romain. Il invoquait cet héritage pour justifier son projet de conquête du monde. Tous les grands messianismes nationaux font appel à l'histoire : panslavisme en Russie ; messianisme espagnol ou portugais ; « Rule Britannia » ; 1789 en France ; « destin manifeste » aux États-Unis ; etc. Dans tous ces cas apparaissent des utilisations, voire des manipulations de l'histoire. Il s'agit d'alimenter des idéologies nationales et, souvent, de « légitimer » certains programmes expansionnistes.

D'autres formes d'utilisation de disciplines scientifiques peuvent également être évoquées rapidement. La *géographie*, par exemple. L'école de géopolitique allemande s'inspire de considérations géographiques pour échafauder des théories relatives à l'espace vital. Grâce à ces considérations, on entend « justifier » des corrections de frontières, des migrations, des projets conquérants¹. La géopolitique est toujours fort importante à l'heure actuelle, notamment pour comprendre la politique de M. Gorbatchev. Ceux qui sont familiers des problèmes latino-américains savent combien le recours à la géographie est courant dans les différentes versions de la doctrine de la « sécurité nationale ». Faut-il ajouter que la référence à la géographie est l'un des éléments constants du messianisme nord-américain dans ses multiples formes historiques et contemporaines ?

Il est à peine nécessaire de mentionner l'*économie*, puisque Marx, analysant les « superstructures », a mis en évidence le lien entre, d'une part, ce facteur de puissance que constitue la capacité de

1. Voir G. CHALIAND & J.-P. RAGEAU, *Atlas stratégique*, Paris, Éd. Complexe, 1988.

produire des biens économiques et, d'autre part, le pouvoir politique proprement dit.

Plus subtil est le rapport entre le pouvoir politique et les disciplines qui, à première vue, sont à cent lieues de l'exercice du pouvoir politique. Prenons le cas de la *physique*. Reportons-nous à l'histoire de la bombe atomique². En 1939, une délégation de savants conduite par Einstein s'est présentée chez le Président Roosevelt pour lui dire en substance: «Si vous le désirez, nous autres, physiciens nucléaires, nous sommes en mesure de mettre au point l'arme atomique avant que celle-ci ne soit fabriquée par l'Allemagne nazie.» La suite est connue: la bombe atomique a bel et bien été fabriquée par une pléiade de savants, dont certains avaient fui l'Europe. Et, moyennant une politique systématique de subventions, grâce aussi à la coordination de leurs efforts, ces savants ont en effet mis au point l'arme nucléaire qui devait semer la mort en 1945.

Si nous citons cet exemple, c'est pour sensibiliser au fait que le physicien, travaillant dans son laboratoire et consacrant sa vie à une recherche qui se veut neutre et objective, n'est pas aussi innocent qu'il paraît l'être à première vue. Lorsqu'on procède à un tel type de recherche, on a évidemment en vue un certain *objectif*, et nous voudrions proposer deux remarques à ce sujet.

D'abord, du point de vue moral, il est vain d'argumenter — comme le font certains — en disant: «Si les Américains n'avaient pas fabriqué la bombe atomique, les Allemands l'auraient faite à leur place». Il est au demeurant probable qu'il en eût été ainsi. Cependant, du point de vue moral, le problème reste entier, et il porte sur la compromission entre le pouvoir politique et la puissance extraordinaire que confère l'arme atomique à ceux qui décident de la fabriquer et de l'utiliser.

Une deuxième remarque, plus importante encore: tous les problèmes avec lesquels nous nous débattons aujourd'hui (le désarmement, le parapluie nucléaire, la militarisation de l'économie, etc.) sont des retombées *directes* des décisions prises en 1939. Cela signifie que le problème éludé alors, c'est celui de la *moralité d'une décision*. On a négligé la dimension *prospective* de tout comportement moral. Nous sommes en effet habitués à réfléchir sur des actes *passés*; nous évaluons la moralité d'un acte qui est matériellement ce qu'il est. La morale politique (et sans doute aussi la morale tout court)

2. Cf. W. MANCHESTER, *La splendeur et le rêve*, 2 vols, Paris, Laffont, 1976, t. 1, p. 232-239.

se doit de prendre davantage en compte le problème de la moralité d'une décision. Lorsque l'on investit en hommes, en ressources, en laboratoires, dans le but de mettre au point une bombe atomique, on sait très bien que cet ensemble d'activités ne peut servir à augmenter la production agricole dans le monde. On *sait* ce que l'on *veut* obtenir; on *veut* ce que l'on *sait* être une arme de destruction. Ainsi, dès 1939, étaient créés des problèmes particulièrement complexes, avec lesquels nous nous débattons jusqu'à ce jour. Les choses étant ce qu'elles sont, on en est réduit à se livrer à la casuistique au sujet des armements. Le moraliste d'aujourd'hui ne peut échapper à ce type d'approche; mais celle-ci est imposée par les décisions primordiales de 1939, que les moralistes de l'époque n'ont pas assumées dans une vision de morale prospective.

Ces quelques considérations nous amènent au second point de cette longue introduction.

2. *Le problème de l'impérialisme*

Les théories relatives à l'impérialisme sont nombreuses et certaines sont bien connues³. Ce n'est pas sans raison que l'on cite presque toujours Lénine, qui résume son analyse dans un écrit célèbre publié en 1917. Au terme de cette analyse, l'impérialisme est présenté comme le *stade suprême du capitalisme*; il voit fleurir les monopoles, les oligopoles, le partage du monde en zones d'influence. Le monde est divisé en marchés, où les plus riches achètent des matières premières à bon compte et vendent des produits manufacturés. Lénine voit du reste dans la guerre alors en cours l'illustration parfaite du conflit entre nations impérialistes se disputant pour le partage du monde. La problématique de Lénine reste cependant fondamentalement marxiste dans la mesure où elle est essentiellement économique. Or si nous accueillons la réflexion d'auteurs récents, nous sommes fondés à envisager une interprétation assez différente du phénomène impérialiste tel qu'il apparaît aujourd'hui.

Nous nous baserons ici sur un ouvrage de John Kenneth Galbraith qui, dans *Le Nouvel Etat industriel*, développe la thèse que voici: «Le pouvoir s'associe à l'agent de production qui est le plus

3. Voir p.ex. A.P. THORNTON, *Doctrines of imperialism*, coll. New Dimensions in History, New York-Londres, John Wiley & Sons, 1965. Nous analysons ce problème dans *Destin du Brésil*, coll. Sociologie nouvelle, Gembloux, Duculot, 1973, p. 104-123, ainsi que dans *Maîtrise de la vie, domination des hommes*, coll. Le Sycomore, Paris, Lethielleux; Namur, Culture et Vérité, 1986, *passim*.

difficile à obtenir ou le plus difficile à remplacer⁴.» Galbraith examine l'histoire de l'Europe occidentale et constate qu'en effet, dans un premier temps, le pouvoir a été attaché à la possession de la terre; en un deuxième temps, il a été attaché à la possession du capital; en un troisième temps, il est attaché à ce que l'auteur appelle «la technostructure», c'est-à-dire l'intelligence organisée avec pouvoir de décision — nous amalgamons ainsi deux formules qui sont de Galbraith lui-même.

Certes, subsistent aujourd'hui d'anciennes formes d'association entre le pouvoir politique et la possession de la terre; ces cas sont flagrants dans tous les pays du Tiers Monde, où la propriété foncière continue d'être une des assises du pouvoir politique. De même subsistent toujours des formes d'alliance entre le capital industriel ou financier et le pouvoir politique. En revanche, ce qui caractérise les sociétés très développées que nous connaissons, c'est l'alliance entre le pouvoir et la puissance que confère la technostructure. Mais qu'est-ce, plus précisément, que la technostructure? C'est la capacité — pour mentionner des exemples récents — de mettre au point un avion invisible, des sous-marins indétectables, d'organiser l'initiative de défense stratégique (connue sous le nom de «parapluie nucléaire»). Il s'agit donc de produire des objets qui ne font pas partie des biens que l'on offre sur le marché de la grande consommation. Ces objets sont généralement liés à la défense et permettent à ceux qui sont capables de les produire d'influencer la conduite des autres communautés politiques sans que ces dernières puissent entrer en conflit ou même en compétition avec la nation dominante. La nation qui est capable de mettre au point de tels objets jouit d'une supériorité difficilement contestable face à ses adversaires réels ou potentiels.

La technostructure se constitue donc sur la base d'équipes pluridisciplinaires, où l'on rencontre des physiciens, des chimistes, des économistes, des journalistes, etc. Une place spéciale y est faite aux «pantouflards», c'est-à-dire aux officiers supérieurs retraités, qui s'emploieront à faire admettre des décisions de recherche en invoquant les impératifs de la sécurité. Le rôle des spécialistes en relations publiques sera donc capital, car il faut sensibiliser *et* l'opinion publique *et* les décideurs aux impératifs de la défense. La nation qui dispose de la capacité de préparer des spécialistes de premier ordre et de les organiser en équipes, qui dispose en outre d'entre-

4. J.K. GALBRAITH, *Le nouvel État industriel*. Essai sur le système économique américain, coll. Bibliothèque des Sciences humaines, Paris, Gallimard, 1967, p. 67.

prises technologiquement superperformantes, se trouve dès lors dans une situation que seule pourrait contester une autre grande puissance du même ordre. Par définition, dans un pareil cas, l'escalade est perpétuelle, puisque l'on doit absolument préserver ce qui fait la différence et ce qui, faisant la différence, assure une suprématie de puissance incontestée. Bref, à l'heure actuelle, un lien privilégié existe entre le pouvoir politique et cet agent de production le plus difficile à obtenir et le plus difficile à conserver que constitue la technostructure, au sens qui vient d'être expliqué.

Le lecteur perçoit déjà où nous allons en venir. Si effectivement existe ce lien privilégié décrit par Galbraith il y a une vingtaine d'années, on peut dire qu'existe aussi, actuellement, un lien privilégié entre le pouvoir politique et une certaine capacité de production dans le domaine *biomédical*. Toutefois, avant de développer ce point, nous devons encore, ainsi que nous l'avons annoncé, dire un mot au sujet du *totalitarisme*.

3. *Le totalitarisme*

Nous n'entrerons pas ici dans les distinctions plus ou moins subtiles qu'exposent les politologues entre la dictature simple, autoritaire, totalitaire, etc. Mieux vaut proposer immédiatement quelques points de repère au sujet de ce que l'on entend aujourd'hui par totalitarisme. À ce propos, on peut se reporter à l'ouvrage de J.-J. Walter, *Les machines totalitaires*⁵.

Que dit Walter? Il développe une thèse finalement très simple: l'essence du totalitarisme consiste à s'attaquer au *moi*. Le totalitarisme ne se définit ni par un régime particulier, ni par l'absence d'un parlement ou d'un système représentatif, ni par la présence d'un dictateur, d'un tyran ou d'un despote. Le régime totalitaire a comme trait typique de s'en prendre à l'homme dans sa dimension physique et psychologique. Sa caractéristique la plus fondamentale est de s'attaquer à la dimension psychologique du moi, parce que le totalitarisme démobilise, inhibe, paralyse, gèle la capacité de jugement personnel ainsi que celle de prendre une décision libre. Le totalitarisme vous aliène: il vous *dépossède de vous-mêmes*. Vous restez physiquement ce que vous êtes, mais en réalité, vous êtes vidés de vous-mêmes, même si extérieurement l'apparence reste. On l'aura deviné: les chemins qui conduisent à la destruction du moi procèdent de deux origines: une voie part de la destruction

5. J.-J. WALTER, *Les machines totalitaires*, Paris, Denoël, 1982.

du corps et finit par atteindre l'âme; une autre voie part de l'âme et finit par investir le corps.

À partir de ces préliminaires, nous pouvons mieux comprendre certaines pratiques contemporaines. Ainsi nous venons de faire allusion à la *psychiatrie*, envisagée comme une forme particulière d'usage de la médecine à des fins politiques. Nous ne pouvons pas développer ce point ici, mais nous rappellerons cependant que nous désignons par l'expression *colonisation idéologique* une forme de dépossession de soi par autrui. Le «néocolonisé» est invité à introjecter le «prêt-à-penser» que constitue l'idéologie; il se trouve ainsi occupé par autrui; les colonisateurs idéologiques induisent en lui un comportement qui est en harmonie avec les injonctions correspondant à leurs intérêts. L'attention est démobilisée; la capacité critique inhibée; on est dispensé de toute responsabilité; on devient «irresponsable», «aliéné».

Les personnes admises à se rendre en Chine, il y a une quinzaine d'années, étaient assez souvent invitées à visiter un «Camp du 7 mai». Il s'agissait, officiellement, de camp de rééducation politique; en fait, d'une espèce de camp de concentration. Parmi les locaux que l'on y montrait se trouvait la bibliothèque; elle se ramenait à un rayon de livres; en tout, une trentaine de volumes des œuvres choisies de Lénine, de Staline, de Mao Tsé Tung — sans oublier un recueil, soigneusement expurgé, d'œuvres de Marx. Le grand souci des chefs du camp, c'était d'empêcher les pensionnaires de sortir du carcan idéologique, sans lequel ils auraient été amenés à se poser quelques questions... Comme ces pensionnaires manquaient de point de comparaison, ils n'avaient rien à discuter; ils restaient prisonniers, physiquement bien sûr, mais surtout mentalement.

Ce serait donc le moment de rappeler comment on a utilisé la psychiatrie, surtout en U.R.S.S. L'usage politique, policier, répressif, «propagandiste» de cette discipline médicale a donné lieu, ainsi qu'on le sait, à d'innombrables discussions au sein de l'Association mondiale de psychiatrie, qui a fini par réadmettre sa branche soviétique en 1989.

II. Problèmes de bioéthique

Nous voici à pied d'œuvre pour entreprendre notre réflexion sur les problèmes de bioéthique. Nous procéderons en deux temps, complémentaires. Nous partirons de la biologie, puis nous exa-

minerons le cas de la démographie; l'examen des aspects politiques des problèmes de bioéthique requiert que l'on en tienne compte⁶.

1. *La biologie*

Depuis l'Antiquité, la biologie a exercé une forte fascination sur la pensée politique. Cela est particulièrement vrai depuis le siècle dernier. Je voudrais rappeler à ce sujet l'importance d'un courant de pensée qu'on appelle l'*organicisme*.

On peut l'envisager de différentes façons. Quand on compare la société humaine à un organisme comportant différents *membres*, on propose une *analogie*. Toutefois, l'*organicisme* authentique *identifie* la société humaine à un organisme dont les membres n'ont pas tous la même dignité: certains étant plus nobles que d'autres, certains plus faibles, etc. Ainsi en vertu d'une loi biologique «naturelle» est-il normal que s'opère une certaine sélection entre les individus inégaux de la société et que les plus forts l'emportent. Cet *organicisme*, préparé par Malthus, se retrouve dans la tradition qui se réclame de Darwin.

Un auteur anglais, très influent aux États-Unis, Herbert Spencer, utilisera le même type de considération à propos de l'*ensemble* de la société humaine. Toutes les sociétés ne sont pas égales, explique-t-il; certaines sont plus nobles, plus fortes que d'autres; elles s'adaptent mieux et l'emportent sur d'autres. Par conséquent, dans cet affrontement, dans ce processus continu d'adaptation et de sélection, il y en a forcément qui sont laissées pour compte.

Certains vont même plus loin encore et n'hésitent pas à affirmer qu'il ne faut pas interférer dans le processus de sélection, parce qu'en enfreignant les lois de la nature, qui veut que les plus faibles soient éliminés, on introduit une perturbation dont les plus forts seront, à terme, victimes.

Cet *organicisme* conduit donc à un racisme, systématisé par Gobineau, dont l'œuvre alimentera le désir de faire éclore un «homme nouveau», tâche à laquelle Hitler va s'employer. Ainsi qu'on le sait, dans le cas du nazisme, la sélection s'opérait moyennant un choix «judicieux» des partenaires en vue de la procréation, et moyennant l'exclusion des individus déclarés impropres à la transmission d'une vie dite de qualité

6. Nous abordons ce problème en détail dans *Maîtrise de la vie*, cité n. 3, ainsi que dans *L'Avortement. Enjeux politiques*, coll. Essais, Québec, Éd. du Préambule, 1990.

À vrai dire, ces idées avaient déjà été «théorisées» au siècle dernier par un Anglais appelé Galton. Celui-ci avait bien recommandé de ne pas laisser jouer simplement la sélection *naturelle*, mais de recourir à la sélection *artificielle*. C'est même lui qui lança le concept d'«eugénisme», lui aussi qui conseilla de recourir aux médecins pour procéder «scientifiquement» à la sélection des plus aptes, qu'il faudra encourager à transmettre la vie, et à l'élimination des moins doués, qu'il faudra empêcher de la transmettre. Ces thèses, déjà mises en œuvre avant Hitler, trouvèrent un terrain d'application favorable dans tout le monde anglo-saxon et en particulier dans l'Empire britannique.

De toutes ces considérations concernant la vision organiciste de la société humaine, se dégagent quelques idées fondamentales: l'idée de *sécurité* (celle des forts, qui doivent être protégés); l'idée d'*utilité* (qui est utile? qui est inutile?); l'idée d'*intérêt* (quel intérêt avons-nous à promouvoir ou à empêcher la transmission de la vie dans telle ou telle catégorie sociale?). Ces mêmes idées sont récurrentes jusqu'aujourd'hui.

Prenons maintenant un exemple contemporain d'*organicisme*. Nous le trouvons chez Pierre Simon, gynécologue français, ancien Grand Maître de la Grande Loge de France, qui expose ses idées dans *De la vie avant toute chose*⁷. Cet ouvrage développe des thèmes tout à fait étonnants. À certains égards, ses thèses fondamentales sont celles de Feuerbach relatives à l'homme, à l'humanité générique, au matérialisme et même à un sensualisme assez grossier. On est en particulier surpris de voir la décontraction avec laquelle ce médecin parle de l'intervention explicite des Loges dans le processus méthodique qui, partant de la libéralisation de la contraception hormonale, conduit à l'euthanasie, en passant par l'avortement, la procréation médicalement assistée, la fécondation artificielle, etc. Ce témoignage présente donc un intérêt exceptionnel. Voyons donc ses thèses principales.

Première thèse: la vie est un matériau à gérer; on gère la vie comme n'importe quoi d'autre, sans aucune référence à Dieu. La transcendance est à chercher dans la société. Nous sommes donc en présence de l'affirmation de la dimension exclusivement matérielle de la vie.

Deuxièmement, on dissocie radicalement sexualité et procréation. La paternité physique se distingue totalement de la paternité psycho-

7. P. SIMON, *De la vie avant toute chose*, Paris, Éd. Mazarine, 1979.

logique. Il en résulte que la famille elle-même est remise en question; le père n'est plus nécessairement le géniteur, ni la mère celle qui porte l'enfant.

Pierre Simon précise en outre que l'État a le droit et même le devoir d'intervenir dans la vie du couple. C'est la société, dit-il en substance, qui doit féconder le couple; c'est elle qui doit décider qui peut vivre et qui doit mourir. Dans toutes les relations entre partenaires intervient cette troisième instance qu'est la société. Celle-ci a un *droit* de regard direct sur la vie des couples. Non seulement elle a le droit mais le *devoir* d'intervenir, car ce qui compte c'est moins la vie individuelle que celle de l'espèce. Les individus sont des moments, des accidents dans l'odyssée de l'espèce. Chaque individu doit éventuellement accepter de ne pas transmettre la vie, voire même d'être sacrifié, si le bien général de l'espèce le recommande. D'où l'euthanasie, qu'il préconise de façon à peine voilée pour les enfants mal formés.

Reste à savoir qui mettra en œuvre ce genre de politique. La société, explique-t-il, devra être «médiatisée par le médecin». Qu'est-ce à dire? Les médecins auront un rôle de premier plan dans le façonnage de la société nouvelle, de la nouvelle espèce humaine, qui verra à coup sûr naître un homme nouveau. Naturellement, cette nouvelle conception de l'intervention des médecins en politique entraîne une nouvelle conception de la médecine. Désormais, nous est-il expliqué, le médecin n'est plus tant appelé à soigner *des individus*, qu'à exercer une médecine du *corps social*.

Enfin, puisqu'au point de départ on trouve une vision matérialiste du monde et de la vie — «matériau à gérer» —, le médecin, qui est déjà politique, devient forcément moraliste et éducateur. La société dont rêve Pierre Simon appelle donc un système d'éducation monolithique, une éducation strictement monopolisée par l'État, lui-même au service de la qualité de l'espèce.

Nous sommes ici en présence d'une des expressions les plus caractéristiques de l'organicisme dont nous avons parlé, un organicisme du reste mâtiné d'un racisme surprenant. En effet, parler d'eugénisme ou de sélection, c'est évidemment renvoyer au racisme aussi bien qu'à l'organicisme. Dans la société médiatisée par le médecin, ce qui comptera, ce sera l'espèce. La gestion du patrimoine commun qu'est la vie incombera au médecin, éclairé par l'unique transcendance, la transcendance sociale.

Le système de Pierre Simon ne manque pas de cohérence et sa

fascination déborde les milieux dans lesquels il a pris forme. Il n'est pas exceptionnel qu'on retrouve ces thèmes sous la plume de certains moralistes se présentant comme catholiques. Le fait que, dans ce dernier cas, on revêt ces thèmes d'un vernis chrétien ne change rien au matérialisme profond qui les inspire.

Thérapie du corps social, altération du concept même de soin, ruine de l'idée de famille, gel de la sexualité humaine: tels sont les traits majeurs de ce système de pensée et de gouvernement. Pour faire admettre un programme aussi monstrueux, Pierre Simon recommande de «peser sur le viscéral», et c'est par cet élément sensualiste qu'il se rattache encore à Feuerbach. Les individus pourront donner cours à leurs pulsions et à leurs passions, à condition que leur comportement n'entraîne pas des conséquences que la société, médiatisée par le médecin, n'a pas approuvées.

2. La démographie

Entre la biologie et la démographie, le lien est naturellement étroit. C'est le moment de rappeler à ce propos la célèbre thèse de Malthus: il y a disproportion entre la croissance de la population humaine, qui se fait selon une progression géométrique, et la croissance des ressources alimentaires, qui obéit à une progression arithmétique. Cette loi est répétée à plusieurs reprises dès la première édition du fameux *Essai*, qui date de 1798⁸. Dans cet ouvrage, publié d'ailleurs de façon anonyme, Malthus s'opposait, notamment, à la thèse optimiste bien connue de Condorcet au sujet du progrès «indéfini» de l'humanité. Que Malthus polémique avec Condorcet ainsi qu'avec Godwin importe peu pour nous. En revanche, ce qui mérite de retenir une attention particulière, c'est l'idée de Malthus selon laquelle la pauvreté est une nécessité physique. Selon le célèbre économiste-démographe, il y a pour ainsi dire une *nécessité naturelle* qui postule l'existence de pauvres; par conséquent, expose Malthus, si l'on aide les pauvres, on fausse le jeu des lois naturelles⁹. La nature veut en effet que les pauvres se suppriment, et elle procure elle-même des freins à cet effet. La misère, l'insalubrité, la mauvaise alimentation, les maladies, les vices, etc. produisent «heureusement» leurs effets: ils font en sorte que les pauvres aient une espérance de vie réduite. La seule chose que l'on puisse

8. Ér. VILQUIN a publié une excellente traduction française de *L'essai sur le principe de Population*, Paris, Institut national d'Études démographiques, 1980.

9. Ce point est développé par Fr. WERTHAM, *A sign for Cain. An exploration of human violence*, New York, Warner Paperback Library, 1973, p. 99-113.

faire, dans le strict respect de la nature, c'est de recommander aux pauvres le mariage tardif; ce que Malthus appelle le frein préventif.

L'argumentation de Malthus est poussée plus loin encore. Pour lui, aider les pauvres, ce n'est pas seulement enfreindre les lois de la nature; c'est commettre, pour cette raison même, une immoralité. Les pauvres, explique-t-il, s'empresseront de profiter de l'aide qui leur est apportée pour procréer davantage et transmettre une vie qui ne vaut pas la peine d'être vécue. Il s'ensuit que les morceaux du gâteau à partager, déjà fort réduits, vont devenir encore plus petits. Les pauvres auront donc moins, mais les riches eux aussi auront moins. Dès lors, il faut respecter la sélection opérée par la nature entre les riches, qui par leur richesse même attestent leur supériorité, et les pauvres, qui par leur pauvreté attestent qu'ils sont les ratés de l'humanité. Il ne faut donc surtout pas intervenir, car en intervenant en faveur des pauvres, on engendre un processus pervers qui a pour fruit la détérioration de la qualité de toute la société humaine.

Un texte célèbre de Malthus résume bien cette vision des choses :

Celui qui naît dans un monde déjà occupé, s'il ne peut obtenir de quoi subsister de ses parents à qui il est en droit d'en demander, et si la société n'a pas besoin de son travail, n'a pas le moindre droit de prétendre à la plus petite portion de nourriture; et dans le fait il est de trop dans ce monde. Au grand banquet de la nature, il n'y a point de couvert pour lui. La nature lui signifie de s'en aller, et elle ne tardera pas à exécuter son propre commandement, s'il ne parvient pas à intéresser en sa faveur la pitié des convives. S'ils se lèvent et lui font place, bientôt d'autres intrus se présenteront pour demander la même faveur. Dès que la nouvelle se répandra qu'on accorde des secours à tout venant, la salle sera bientôt remplie d'une multitude qui en sollicitera. L'ordre et l'harmonie de la fête seront troublés; l'abondance qui régnait auparavant se changera en disette; et le bonheur des convives sera détruit par le spectacle de la misère et de l'humiliation qui s'offre de toutes parts dans la salle, et par les clameurs importunes de ceux qui enragent avec raison de ne point trouver les secours qu'on leur avait fait espérer. Les convives reconnaissent trop tard leur erreur de s'être opposés à l'exécution des ordres stricts que la grande maîtresse de la fête (la nature) avait donnés contre l'admission de tout intrus; car, voulant que l'abondance régnât parmi tous les convives, et connaissant l'impossibilité de traiter un nombre illimité d'individus, elle avait, par humanité, refusé d'admettre de nouveaux venus à sa table déjà pleine¹⁰.

10. Nous donnons la traduction de F.-S. CONSTANCIO, parue dans W. GODWIN, *Recherches sur la population et sur la faculté d'accroissement de l'espèce humaine*, Paris, Librairie Aillaud, 1821; ce texte de Malthus est cité au t. II, p. 361-363.

Ce texte célèbre, mais pourtant rarement cité, est connu sous le nom d'*Apologue du Banquet*, et n'a été publié que dans la seconde édition de l'*Essai*, en 1803. Ce passage, particulièrement révélateur du fond de la pensée de Malthus, a provoqué un tel tollé dans les milieux anglicans que l'auteur a renoncé à le reproduire dans les éditions suivantes. Cet extrait résume pourtant à merveille la pensée du célèbre économiste libéral. On trouve ici non seulement une considération relative à la sélection naturelle et à la lutte pour la vie, mais une explication de type «fataliste» du succès des uns et de l'échec des autres.

Galton, que nous avons déjà mentionné, complétera cette pensée en introduisant l'idée de sélection *artificielle*. Il précise ainsi la pensée de Malthus, en particulier l'idée selon laquelle le succès des riches atteste la «supériorité» de ceux-ci; cette «supériorité» donne aux riches une qualification spéciale à transmettre la vie. Quant aux pauvres, leur pauvreté même atteste leur incapacité à s'en sortir; ils ne méritent donc pas d'être protégés, moins encore d'être aidés. Bref, la richesse des riches comme la pauvreté des pauvres atteste l'influence pour ainsi dire négligeable de l'*environnement* sur les hommes.

Mais en dépit de son actualité, qui fait de Malthus un de nos contemporains, il convient de prendre un exemple actuel de «*démographisme*». Nous le chercherons chez Zbigniew Brzezinski. En 1969, celui qui était à l'époque conseiller du Président Carter publie un ouvrage intitulé *L'Amérique à l'âge technétronique*¹¹. Ce livre est révélateur d'une tournure d'esprit qui a toujours cours actuellement aux États-Unis et forme l'une des sources d'inspiration majeures de la célèbre «Trilatérale», organisation informelle qui regroupe des personnalités particulièrement influentes des États-Unis, de l'Europe, du Japon, voire même du Tiers Monde.

De quoi s'agit-il dans cet ouvrage? Z. Brzezinski commence par s'émouvoir de la situation des États-Unis. On constate en effet que dans ce pays la population d'origine latino-américaine est relativement nombreuse et on y observe un taux de natalité supérieur à la moyenne nationale; d'ici à une génération la majorité de la population nord-américaine risque de parler espagnol. Mais il y a

11. Voir Zb. BRZEZINSKI, *Between two ages. America's role in the technetronic era*, Harmondsworth, Penguin Book Ltd, 1978; trad. franç. *La révolution technétronique*, coll. Liberté de l'Esprit, Paris, Calmann-Lévy. Sur les doctrines démographiques, voir A. ROUSSEL, *Histoire des doctrines démographiques illustrées par les textes*, coll. Université, Paris, Nathan, 1979.

plus grave: le taux de natalité de la population noire est sensiblement plus élevé que celui de la population blanche; la proportion de Noirs aux États-Unis ne cesse d'augmenter. Voilà pour l'auteur un signe avant-coureur de ce qui se prépare à l'échelle mondiale. Effectivement, si l'on se reporte aux dernières projections relatives à la population mondiale, on apprend que, d'ici à la fin du siècle, les 4/5 des hommes se trouveront dans le Tiers Monde.

Cette perspective provoque un vent de panique dans la population blanche américaine et en particulier parmi les fameux WASP (White, Anglo-Saxons, Protestants) (d'où est issu le Président Bush)¹². Si les populations riches ne sont pas vigilantes, explique-t-on, elles risquent d'être submergées par la population pauvre du monde, dont le volume démographique «excessif» va rapidement poser des problèmes inextricables. Pour Brzezinski, la grande menace qui pèse sur les États-Unis n'est plus tellement celle qui vient de l'Est; l'*antagonisme dominant* n'est plus celui qui s'observe entre le monde communiste et le monde capitaliste, mais celui qui s'exprime aujourd'hui dans les rapports *Nord-Sud*. Il faut donc réinterpréter la thématique de la guerre totale, et développer une politique de *contention* que les pays riches appliqueront face aux pays pauvres.

Le grand problème des riches, c'est leur sécurité démographique¹³. Nous sommes en effet dans une situation de guerre: la masse fantastique de la population pauvre risque de se bousculer à la table des riches et de venir y réclamer des parts du gâteau que la nature destine à ceux-ci. De la sorte, les pauvres sont sur le point de faire monter une clameur revendicative extraordinaire, qui détruira le bonheur des convives, c'est-à-dire la paix des riches. Il suffit de se reporter à la documentation accessible au grand public pour remarquer que c'est notamment à partir de théories de ce genre qu'ont été élaborées, consolidées, diverses institutions dont le but premier consiste justement à contenir, par tous les moyens, la population pauvre dans le monde¹⁴.

3. Un exemple: le Brésil

Il convient donc d'attirer l'attention sur la dimension *sociale* de

12. Sur les origines historiques de ce problème, voir ÉL. MARIENSTRAS, *Les mythes fondateurs de la Nation américaine*, Paris, Maspero, 1977.

13. Nous étudions ce problème dans *L'avortement. Enjeux politiques*, cité n. 6, p. 157-176.

14. J.L. SIMON fait justice de quelques-uns de ces lieux communs dans *L'homme, notre dernière chance. Croissance démographique, ressources naturelles et niveau de vie*, coll. Libre échange, Paris, PUF, 1985; voir spécialement les tableaux p. 317, 321, 323.

ces problèmes moraux. Pour y sensibiliser, nous prendrons l'exemple du Brésil. Il suffit de consulter une étude publiée en juillet 1988 par l'Institut brésilien de Géographie et de Statistique pour se rendre compte que le Brésil l'emporte maintenant sur la Chine en matière de politique de stérilisation en masse¹⁵. Ainsi, pour donner quelques exemples extraits de cette étude, signalons que, dans l'État de Pernambouc, sur le *total des femmes* de 15 à 44 ans, 34% sont stérilisées et 46,9% dans l'État de Goiás. Voyons encore de plus près. Lorsqu'on ne prend en compte que les femmes de la même tranche d'âge *qui utilisent une méthode anticonceptionnelle*, on constate que celles-ci représentent 56,5% dans l'État de Pernambouc et 66,4% dans l'État de Goiás. On remarque alors que, pour l'État de Pernambouc, parmi celles *qui utilisent la contraception*, 60,2% des femmes (de 15 à 44 ans) sont stérilisées; pour l'État de Goiás, la proportion monte à 70,6%! Précisons que les deux États que nous mentionnons sont pauvres, mais non les plus déshérités du Brésil. L'enquête montre en outre que c'est la population pauvre qui est ciblée.

Plutôt rares sont ceux, dans les milieux ecclésiastiques, touchent ces problèmes. Or le silence est une solution inadmissible, d'autant que la personne stérilisée est renvoyée à tous ses problèmes antérieurs à la stérilisation. Nous appelons cela la *médicalisation des problèmes sociaux*: on demande au médecin de résoudre des problèmes d'alimentation, d'école, de logement, et ainsi de suite. Or il échappe à la compétence du médecin de résoudre ce type de problème: en fait, les médecins sont appelés à devenir complices de la violence structurelle dont sont victimes les pauvres, c'est-à-dire celle qui s'exerce à travers des institutions et qui pourrait être évitée si les hommes acceptaient de transformer les institutions¹⁶. Il n'est pas fatal que la mortalité infantile soit plus élevée au Brésil qu'en France; de hauts indices de mortalité infantile sont évitables, à condition que l'on veuille mettre au point des institutions efficaces.

On rencontre ainsi, dans les États les plus pauvres du Brésil, des médecins collaborant à des programmes de stérilisation de masse.

15. Cf. *Perfil estatístico de crianças e mães no Brasil*, publié par l'Instituto brasileiro de geografia e estatística, Rio de Janeiro, 1988; on complétera par J. M. ARRUDA e.a., *Pesquisa nacional sobre saúde materno-infantil e planejamento familiar. Brasil 1986*, Rio de Janeiro, BEMFAM/IRD, 1987.

16. On trouvera un résumé des idées de J. Galtung sur la violence structurelle dans «Entretiens avec Johann GALTUNG», dans *Alternatives non violentes. Dossier Désobéissance civile*, n° 34, Lyon, 1980, p. 66-74.

Ils disent invariablement: «Nous ne pouvons rien faire; nous sommes dépassés par les événements; c'est notre gagne-pain.» Or souvenons-nous de ce que l'on a reproché précisément aux condamnés de Nuremberg et aux sbires de Ceausescu: d'avoir obéi à des ordres injustes. À un certain moment, il faut pouvoir dire non¹⁷. Ces médecins reçoivent de coûteux laparoscopes venant des États-Unis, alors qu'ils sont dépourvus d'instruments simples pour procéder aux examens les plus courants. Le plus navrant dans ces «programmes d'aide médicale», c'est que la population ciblée se compose de femmes pauvres que l'on mutile dans leur chair et — chose en un sens encore plus grave — que l'on blesse dans leur dignité intérieure en les incitant à consentir à une décision dont elles ignorent la portée...

Le Brésil offre donc aujourd'hui un exemple particulièrement éloquent de l'utilisation des ressources et des techniques biomédicales au service d'un dessein politique ne faisant que peu de place à la promotion et à la participation des pauvres. La conception hippocratique de la médecine est en train de sombrer au profit d'une médecine de convenance. La médecine de masse, c'est la médecine qui répond aux intérêts de l'État, de groupes internationaux, ou tout simplement de grandes fortunes locales.

Conclusion

Un des grands problèmes actuels est celui de la dissociation entre les deux fins du mariage; sa portée dépasse de loin, si l'on ose dire, la perspective spécifique de la morale familiale. Lorsqu'à la suite d'une dissociation artificielle entre ces deux fins surgit la possibilité pour un tiers d'interférer dans le comportement sexuel des couples, d'aliéner les époux en les dépossédant de toute responsabilité procréative, le moraliste politique a des raisons impérieuses de tirer le signal d'alarme.

Un auteur contemporain, très fameux, a été jusqu'à affirmer tranquillement:

Ce n'est certainement pas un hasard si, dans toutes les utopies que l'imagination des philosophes ou des romanciers nous a léguées, l'organisation méthodique de la reproduction, sa socialisation inté-

17. Sur les problèmes touchés ici, on dispose de deux importants ouvrages récents: R.J. LIFTON, *Les médecins nazis. Le meurtre médical et la psychologie du génocide*, Paris, Laffont, 1989; St. TROMBLAY, *The right to reproduce. A history of coercive sterilization*, London, Weidenfeld & Nicholson, 1988.

grale, tiennent une place essentielle. La maîtrise totale de la fécondité, son contrôle absolu par l'État, constituent en effet le critère le plus parfait de l'organisation sociale poussée à l'extrême, et d'ailleurs aussi la condition nécessaire au fonctionnement de la société utopique après l'élimination complète du hasard ou du libre arbitre des individus...

À présent nous allons voir poindre le contrat «léonin»:

Aucun couple ne doit en quelque sorte être pris au piège d'un changement de législation, aussi légitime que soit ce changement... Si l'État estime devoir modifier les conditions d'exercice des choix dans un sens restrictif, il doit le faire ouvertement en annonçant à l'avance les nouvelles conditions qui s'offriront au couple. D'autre part une politique familiale est de la nature d'un contrat tacite entre l'État et les familles. Lorsque l'État estime nécessaire de modifier les règles du contrat, il doit veiller à ne pas créer de brutales discontinuités au niveau des ménages eux-mêmes. Si l'État peut remettre en question des conditions d'attribution de certains avantages, les familles, elles, ne peuvent remettre en cause le nombre d'enfants qu'elles ont.

L'auteur de ces propos n'est autre que Mme Simone Veil. Elle les a tenus lors d'un discours prononcé au Congrès mondial de la famille, à Mexico, en 1977¹⁸. Fait révélateur, au-delà de motivations qui se voudraient libérales, Madame Veil confesse un organicisme inquiétant; ses thèses fondamentales rappellent celles de Pierre Simon.

Lors donc que l'on discute des problèmes de bioéthique — y compris la fécondation *in vitro* —, il convient de situer les questions abordées dans un cadre plus large que celui de la morale conjugale. Libre aux moralistes de discuter du droit des *parents* à «avoir un enfant à tout prix», même si nous estimons, quant à nous, que ce droit n'est pas fondé. Le même moraliste ne pourra toutefois pas écarter un autre problème: celui du droit de *tous les autres* à bénéficier de la recherche médicale, celui des critères inavoués de *solvabilité*, qui conditionnent la possibilité de demander des soins, et les réponses qu'on apporte à cette demande. Dans le cas de la fécondation *in vitro* par exemple les investissements sont considérables tant au niveau financier qu'au niveau de la formation humaine et des équipements. C'est au niveau des décisions

18. S. VEIL, *Exposé* au Congrès de Mexico, dans le 4^e volume des Actes de ce Congrès: *Mexico 1977. International Population Conference. — Congrès international de la Population. Proceedings*, publié par l'Union internationale pour l'étude scientifique de la population, Liège, 1978.

qui *précèdent* la pratique que se posent les problèmes cruciaux de justice. Ces mêmes questions rebondissent aussitôt après la conception : quelles sont les relations qui doivent s'instaurer avec l'enfant non né ? Dans quelles conditions l'enfant des hommes a-t-il le droit d'être appelé à l'existence ? Est-il l'objet d'un droit ? Cela a-t-il un sens, dans notre tradition chrétienne, de parler de « droit à l'enfant » ?

Depuis l'abolition de l'esclavage, plus personne — théoriquement — n'est objet d'un droit de propriété. Parler d'un droit à l'enfant pose des questions de fond qui dépassent les problèmes de convenance des couples. Il faut se demander si concrètement, dans nos sociétés, on ne prend pas des décisions de recherche favorisant non seulement les riches, mais défavorisant *d'autant* les plus pauvres. Que faisons-nous pour les pauvres du monde ? Pour tous ceux qui ont faim ? Pour ceux qu'on humilie et qu'on mutile ? Les pauvres n'attendent pas qu'on les mutile ou qu'on les fasse avorter ; ils attendent qu'on les aide.

Enfin, les problèmes relatifs à la famille et à la pastorale familiale gagneraient beaucoup à être repris dans un éclairage politique. Pour le faire comprendre, citons les propos, rapportés par un témoin direct, propos tenus lors d'un Colloque à Royaumont en 1974, par une dame qui n'a pas déclaré son identité, peut-être en raison même de sa « célébrité » : « Notre but ultime, c'est la destruction de la famille — et, pour détruire la famille, il faut en détruire le maillon le plus faible, c'est-à-dire l'enfant. » Aveu révélateur. Si l'enfant est le maillon le plus faible de la chaîne familiale, cela signifie que dans la société la famille est inévitablement la cellule où les hommes se personnalisent, sont reconnus dans leur différence. C'est dans la famille d'abord que les époux se reconnaissent, s'acceptent, s'accueillent dans leurs différences respectives. C'est dans la cellule familiale qu'interviennent les premières formes d'accueil, d'échange, de reconnaissance. Pour cette raison précisément, ainsi que le suggérait Simone Veil, tous les utopistes voient dans la famille un obstacle à leur rêve. Déjà Platon voulait soustraire au plus tôt l'enfant à l'influence politiquement « néfaste » des parents, le confiant dans ce but à des éducateurs désignés par la Cité et au service de celle-ci. « Les enfants du rêve », c'est un vieux problème¹⁹.

19. À ce sujet, voir E. VILQUIN, *La doctrine démographique de Platon*, dans *European Demographic Information Bulletin* (Louvain-la-Neuve-La Haye) 13 (1982) 1-19. Sur « Une expérience d'éducation communautaire dans un kibboutz d'Israël », voir Br. BETTELHEIM, *Les enfants du rêve*, coll. Réponses, Paris, Laffont, 1969.

Il en résulte qu'œuvrer à la pastorale familiale, c'est aussi, à long terme, œuvrer à la pastorale sociale. La pastorale familiale n'est pas une pastorale privée, mais axée sur le couple et sa progéniture. S'y investir, c'est œuvrer à l'ébauche, à la formation, à l'éducation d'hommes qui seront critiques et posséderont une capacité personnelle de jugement et de décision, une capacité éclairée d'engagement. Investir dans cette pastorale, c'est aussi œuvrer à la formation d'hommes libres vis-à-vis des idéologies et des clichés que certains voudraient leur faire introjecter. Faut-il dire que des esprits libres et fiers sont potentiellement dangereux pour les régimes d'inspiration totalitaire? Bref, l'un des antidotes les plus efficaces face à toutes les formes contemporaines, passées ou futures de totalitarisme, c'est certainement la pastorale familiale, entendue dans cette dimension très large *qui fait place au volet politique*.

Ainsi toutes les questions de bioéthique doivent-elles se replacer dans un contexte global, qui inclut une interrogation sur les limites concernant la manipulation de l'homme, sur l'exploitation politique des ressources de la médecine, de la biologie, de la démographie et d'autres disciplines scientifiques particulièrement «sensibles». Nous sommes donc au rouet, et il nous faut reposer la question de savoir si, et dans quelle mesure, la maîtrise de la vie ne risque pas de conduire à la domination des hommes.

B-1348 *Louvain-la-Neuve*
Voie du Roman Pays, 31-101

Michel SCHOORYANS
Professeur à l'Université
de Louvain

Sommaire. — Traditionnellement attaché à la puissance économique, le pouvoir politique a mis récemment à son service différentes disciplines scientifiques, telle la physique. Un lien privilégié l'unit à présent aux sciences biomédicales et à la démographie. Une nouvelle forme de scientisme, sous-tendant un projet impérial sans précédent, prétend exercer un contrôle rigoureux, quantitatif et qualitatif, sur la vie humaine. Cette dérive justifie une vigilance sans faille en morale sociale autant qu'en morale familiale.